

question y est exposée très clairement, comme le prouve le passage suivant:

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord continuera d'être tenue, par le Groupe stratégique régional Canada-États-Unis, au courant des mesures adoptées pour la défense aérienne de l'Amérique du Nord.

Il me paraît donc impossible de prétendre que cet organisme soit intégré à la charpente de l'OTAN.

M. Palett: Que pensez-vous du quatrième paragraphe de cette note?

M. Herridge: Un autre orateur se chargera du quatrième paragraphe, et de vous aussi si vous parlez trop.

Il me semble qu'il y a une grande différence entre le fait de tenir le commandement de l'OTAN au courant, et le fait de faire rapport et de répondre directement à ce commandement. Cette note ne comporte aucune mention signalant que le commandement NORAD sera responsable au commandement de l'OTAN. La note déclare simplement, et je la cite de nouveau:

Le Commandant en chef du NORAD relèvera directement du Comité des chefs d'état-major du Canada et de celui des États-Unis, lesquels relèveront directement de leurs Gouvernements respectifs. Il obéira à un plan général de défense aérienne approuvé par les autorités compétentes de nos deux Gouvernements, lesquelles devront tenir compte de leurs objectifs en ce qui concerne la défense de la région Canada-États-Unis de la zone de l'OTAN.

On ne peut rien imaginer de plus clair que cela. Ce n'est rien de plus qu'un arrangement bilatéral, entre deux pays membres de l'OTAN, laissant à l'écart tous les autres partenaires de cet organisme multilatéral. C'est pourquoi notre parti ne peut approuver sans réserve cet accord NORAD et les arrangements qui en découlent. NORAD a été présenté au public canadien comme un arrangement purement défensif, une intégration d'unités militaires canadiennes et américaines en vue de défendre notre continent contre une attaque déclenchée dans nos régions polaires. Les autorités militaires américaines n'ont toutefois jamais essayé de cacher que le NORAD fait partie intégrante d'un dispositif militaire plus vaste comportant des arrangements offensifs aussi bien que défensifs.

Le commandement aérien stratégique des États-Unis, connu communément sous le nom de SAC, est une arme offensive puissante pouvant servir à des représailles instantanées. Le général Partridge, commandant en chef américain du NORAD, a déclaré plus d'une fois en public que si les installations de NORAD détectaient une attaque aérienne,

[M. Herridge.]

elles alerteraient immédiatement le commandement aérien stratégique en vue de déclencher des représailles instantanées, contre la totalité du pays des avions agresseurs. Chacun sait qu'il existe une collaboration étroite entre les installations de détection et de défense de NORAD et de SAC qui fournissent aux États-Unis leur énorme puissance de représailles.

Chacun sait également que le commandement aérien stratégique des États-Unis a toujours fonctionné tout à fait indépendamment du commandement de l'OTAN. Il relève en fait de l'autorité directe du président des États-Unis. Il peut transporter des explosifs nucléaires et thermo-nucléaires. Il n'a été édifié que pour doter les États-Unis d'un moyen de représailles massives en cas de guerre. C'est un fait reconnu que ce n'est pas l'OTAN mais le commandement stratégique aérien, muni de bombardiers lourds à réaction B-52 et de bombardiers moyens à réaction B-47, qui représente le moyen le plus puissant et le plus efficace, pour les nations occidentales, de détourner l'agression. Tout récemment, le *U.S. News and World Report* du 25 avril 1958 donnait le compte rendu suivant d'une entrevue avec le secrétaire à la défense des États-Unis, M. Neil H. McElroy:

Nos alliés de l'OTAN savent assurément que, sans la protection des forces très puissantes de notre pays contre l'agression, il serait très difficile aux pays de l'OTAN de se défendre contre une puissance possédant des ressources comparables à celles de la Russie, surtout si nous étions mis hors de combat.

A mon avis, elles seraient les premières à reconnaître que le noyau des forces qui arrêteraient la Russie se trouve ici même, sur notre continent. Ce sont nos escadrilles de bombardiers lourds, nos 1,500 B-47 et nos ressources de carburant qui permettent à beaucoup de ces bombardiers de se rendre jusqu'à leur cible et d'en revenir.

Quelques-uns des cerveaux militaires les plus compétents et les mieux renseignés de l'Ouest se sont gravement inquiétés des méthodes adoptées par le commandement stratégique aérien. Il en a été question dans de nombreuses publications ces derniers mois, à propos du fonctionnement du réseau lointain de prompt alerte. Ils ont exprimé la crainte que ces méthodes ne soient en elles-mêmes dangereuses et ne puissent, par simple accident, faire éclater un conflit mondial. De fait, ces craintes ont été exprimées sans ambages par un critique et historien militaire éminent de la Grande-Bretagne, le capitaine B. H. Liddel Hart, dans un article intitulé "Les dangers de l'état d'alerte" publié en janvier dernier dans le *Herald Tribune*, de New York.

Le capitaine Hart commentait les faits révélés l'automne dernier par le général Power, chef du commandement stratégique aérien, portant que cette force de plus de